



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 2 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 octobre 022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FOCAST

Chemin du Closot
52100 ST DIZIER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 octobre 2022 dans l'établissement FOCAST implanté Chemin du Closot 52100 ST DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'inspection, le 24 octobre 2022, de la survenue d'un départ de feu la nuit précédente. Le départ de feu a eu lieu au droit de la ligne de refroidissement des moules, vraisemblablement à partir de dépôts accumulés dans la gaine d'aspiration des rejets d'air de cette ligne, atteints par une étincelle ou une source de chaleur en provenance du métal coulé. Il a donné lieu à une alerte du CODIS, et a été maîtrisé par les salariés du site grâce aux moyens d'intervention internes puis par les services de secours. Il a occasionné des dégâts matériels limités (gaine d'aspiration toujours fonctionnelle, filtre du rejet n°13 non atteint et certainement des manches de filtration à remplacer de manière anticipée). Il n'a fait aucun blessé.

Une inspection réactive a été diligentée suite à ce signalement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot 52100 ST DIZIER
- Code AIOT : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Le site FOCAST implanté à Saint-Dizier est une fonderie spécialisée dans la production de pièces en fonte grise à graphite lamellaire pour le secteur de l'énergie et du sanitaire (chauffage, adduction...), les engins de travaux publics et les machines agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Formation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des incidents	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.6.2	/	Sans objet
4	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.3.2	/	Sans objet
5	Limitation des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 3.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ de feu n'a eu que des conséquences matérielles limitées, sans blessé ni déversements d'eau ou de produits d'extinction dans les eaux de surface. Il a nécessité une évacuation des salariés et une courte interruption du système d'aspiration de la ligne touchée.

Les moyens d'extinction présents sur site ont été utilisables et les modes d'utilisation de ces moyens par les opérateurs présents ne sont pas remis en cause. Il a toutefois été relevé une absence de formation formalisée de ce personnel à ces manipulations, qui constitue une non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a bien informé l'inspection le 24/10 matin du départ de feu ayant touché ses installations le 23/10 au soir. Il a été demandé lors de l'inspection à l'exploitant de formaliser un rapport d'incident sous 15 jours. Cette demande sera rappelée dans le bordereau de transmission du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Il a été constaté que les extincteurs utilisés lors du sinistre avaient été mis de côté. Des extincteurs, arrivant à péremption, sont en cours de remplacement sur le site (extincteurs neufs vus livrés). L'exploitant a transmis un rapport de vérification périodique de l'ensemble des extincteurs du site daté du 4 août 2022, attestant de réparations effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir formé son personnel à la manipulation des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. [...] A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Il n'a pas été constaté de difficultés à circuler dans les locaux et atteindre les installations ayant fait l'objet du sinistre. Celles-ci, situées en hauteur, ont été atteinte à l'aide d'une nacelle pour le traitement des derniers points chauds présents dans les gaines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Limitation des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Emissions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.
Constats : Lors de l'incendie, l'exploitant a coupé l'aspiration d'air concernée assez rapidement pour que le filtre du rejet n°13 ne soit pas atteint, et a ensuite diagnostiqué l'état des manches et du filtre par fluorine. Il dispose par ailleurs des enregistrements des analyses en continu des rejets de poussières sur ce même point, qu'il lui a été demandé d'intégrer au rapport d'incident afin de déterminer si cet incendie a eu un impact en termes de qualité des rejets atmosphériques. La gestion de l'incendie n'a pas entraîné de rejets d'eau d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Planche photographique



Ligne de refroidissement des moules après coulée



Gaine touchée par l'incendie